

20 & 21

REVUE D'HISTOIRE

Numéro 143 | juillet-septembre 2019

DOSSIER

Allemagne et expériences migratoires depuis 1945

Ségolène Piyer et Marie-Bénédicte Vincent

Ségolène Piyer et Marie-Bénédicte Vincent Historiographie

Jochen Oltmer Faits migratoires et récits historiques

Corine Defrance Les défis migratoires de l'après-guerre

Jannis Panagiotidis La politique d'accueil des Spätaussiedler

Bettina Severin-Barboutie Les étrangers à Stuttgart

Helger Kolb Intégrer rapidement les réfugiés aujourd'hui

Gilles Gauvin L'affaire des enfants de la Creuse

Johanna Lehr Les morts au camp de Drancy

Christophe Farquet Le retour à l'ordre en Suisse après 1918

Romain Fathi Le prosélytisme mémoriel australien

SciencesPo
LES PRESSÉS

tête d'une figure de despote ?) dans la séquence qui s'étend du 17 décembre 2010 au 14 janvier 2011. Prise de distance par rapport à l'actualité : Kmar Bendana, pour parler des femmes, remonte en 1957 au statut personnel imposé à la société réticente par Bourguiba et à l'introduction du planning familial, de même qu'elle relève que la mixité, déjà exubérante dans l'espace public, anticipait depuis des années l'atmosphère, joyeuse et frondeuse, de la rue en 2011. Sous l'événement fracassant, elle pointe l'histoire lente de mutations souterraines qui ont déplacé les frontières de genre et, par conséquent, du licite et de l'acceptable.

Ajoutons que cet exercice d'histoire critique de soi et de ses concitoyens auquel se livre Kmar Bendana passe par une exégèse des mots qui fabriquent l'événement et que les Tunisiens se sont appropriés pour valoriser leur « tunisianité » : « révolution [de jasmin] », « transition », « exception » et « spécificité tunisienne », etc. Si elle retient le terme de « transition » (vers la démocratie), elle fait ressortir que le lexique de la *thawra* (révolution ou insurrection) est truffé de mots-valises ne résistant pas à l'examen critique des chercheurs en sciences sociales. Ce faisant, elle nous administre une forte leçon d'histoire, qui passionnera ceux qui s'interrogent sur la manière de penser à chaud l'irruption de l'événement dans l'espace public et ce qu'il fait bouger dans leur existence.

Daniel Rivet

PERVILLÉ GUY, *Histoire iconoclaste de la guerre d'Algérie et de sa mémoire*, Paris, Éd. Vendémiaire, « Chroniques », 2018, 672 p., 26 €.

Suivant le conseil de l'auteur, il convient de commencer ce livre par sa quatrième partie. Guy Pervillé nous y apprend quelle est la posture épistémologique qui sous-tend son ouvrage : « les historiens n'ont pas besoin d'être de gauche, ni de droite (encore moins à leurs extrêmes) : il leur suffit d'être au centre, puisque cette position est

celle qui leur permet la vision la plus large suivant les lois de la perspective » (p. 592).

Comme c'est le cas en règle générale (au moins dans l'histoire du 20^e siècle), cette attitude « ni droite ni gauche » n'ouvre pas la voie à une recherche « critique » et « responsable » (à la François Bédarida), mais plutôt à une posture polarisée sur des positions conservatrices, voire parfois clairement « Algérie française ». Contrairement à ce qu'annonce le titre, ce livre n'a rien d'« iconoclaste ». Ni par son objet (la « guerre d'Algérie », à propos de laquelle on n'apprend rien de nouveau), ni par sa méthode (une approche habituelle d'histoire politique d'un point de vue presque exclusivement français), ni par ses sources (pas d'archives, absence presque totale de la foisonnante littérature scientifique produite en dehors de la France, renvoi peu convaincant au site internet de l'auteur à propos des sujets les plus disparates).

Dans cet ouvrage, l'objectif de Guy Pervillé est double. D'un côté, il s'agit de démontrer que, si la guerre a été horrible, la responsabilité du démarrage de l'engrenage de la violence revient au FLN. De l'autre côté, il s'agit de réévaluer le nombre des morts car, jusqu'à présent, une cohorte d'historiens anticolonialistes voire marxistes aurait évalué à la hausse celui des Algériens et à la baisse (sinon ignoré) celui des Européens et des harkis.

On ne discutera pas ici les chiffres avancés par Guy Pervillé. Les ouvrages de référence sont là et ce livre n'apporte aucune nouvelle connaissance. Reste la question de l'engrenage de la violence. Si d'un côté il est correct de souligner l'*agency* des Algériens (acteurs d'une guerre de libération, et non pas seulement victimes de la répression), de l'autre côté l'auteur s'abstient de toute analyse contextuelle suivant un dispositif rhétorique bien connu des historiens de Résistances dans l'Europe occupée : s'il n'y avait pas eu d'action des partisans, il n'y aurait pas eu de répression. L'historiographie a démontré que cet argument est faux, la violence de l'occupation étant structurelle.

À l'étranger, il n'est pas aisé d'expliquer aux étudiants qu'en France puisse encore paraître un

tel ouvrage, qui nous arrive comme une survivance historique d'un temps révolu. D'ailleurs, quand un livre commence avec l'antienne usée à propos des « partisans de la repentance », l'historien averti sait qu'il peut toute de suite aller voir ailleurs. En France comme dans le reste du monde existe désormais depuis plusieurs décennies une nouvelle historiographie de la guerre d'indépendance algérienne et de ses mémoires. Pour cette historiographie, cela n'a aucun sens de parler en 2019 de « militants de gauche favorables à la décolonisation » (p. 432).

Andrea Brazzoduro

Élites, réseaux, professions

CALLU AGNÈS, *Culture et élites locales en France, 1947-1989*, Paris, CNRS éditions, 2018, 554 p., 52 €.

Ce volume, édité par Agnès Callu, constitue la valorisation éditoriale d'une enquête collective consacrée à la « sociologie des élites culturelles locales », en France, de 1947 à 1989, ce que le titre de l'ouvrage ne restitue qu'imparfaitement. L'objet est ambitieux et vise notamment à éclairer d'un jour nouveau l'histoire culturelle de la France du second 20^e siècle, celle-ci étant encore trop souvent réduite à une analyse au prisme de la seule réalité parisienne. L'enquête articulait deux dispositifs : un séminaire général et des études de cas, le plus souvent confiées aux correspondants départementaux de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP). Le plan de l'ouvrage est marqué par cette configuration, non sans incertitudes. On ne comprend pas pourquoi les textes consacrés à Toulouse et aux villes nouvelles ne trouvent pas leur place dans les études de cas territorialisées. De même, plusieurs textes (qui peuvent être par ailleurs de grande qualité) sont à la marge du sujet, voire hors sujet.

La vraie difficulté est liée à la définition du sujet. Agnès Callu, dans une introduction solide quoiqu'un peu jargonante et fondée sur une

bonne maîtrise de l'historiographie, évoque la nécessité de saisir la « culture par le bas ». Le local est-il réductible à cette dialectique qui concentre la « culture par le haut » à Paris ? Dès lors, les contributions les plus probantes sont celles rédigées par de bons connaisseurs des configurations locales, saisies dans une moyenne durée, et qui peuvent (à propos de Bordeaux, Le Havre, Toulouse, Grenoble ou encore les villes nouvelles) saisir, dans leur complexité, le jeu des acteurs ; les interactions entre les politiques nationales et les politiques des collectivités territoriales ; les processus de légitimité et de reconnaissance entre le local et le national ; et les enjeux qui se posent différemment selon les secteurs artistiques et culturels. La sociologie des élites culturelles locales est également fortement liée aux structures politico-administratives, et à leur évolution : le cas d'une métropole régionale diffère d'une ville moyenne ou d'un département rural.

Par-delà la singularité des situations locales, plusieurs contributions confirment les mutations fortes qui affectent la sociologie des élites culturelles locales, à partir des années 1970, sous l'impulsion d'une professionnalisation, d'une institutionnalisation et d'une municipalisation croissante des scènes locales. Il manque à ce fort volume une véritable conclusion : celle signée par le directeur de l'Institut d'histoire du temps présent et le directeur de l'École des Chartes se contente de rappeler le dispositif institutionnel de l'enquête, et d'inviter à la lecture. Nous ferons de même : quelques bonnes contributions, qui n'épuisent pas le sujet.

Philippe Poirrier

BAT JEAN-PIERRE, *Les Réseaux Foccart. L'homme des affaires secrètes*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2018, 357 p., 21 €.

Alors qu'il nous avait déjà livré des histoires générales de la politique française en Afrique depuis les années 1950, Jean-Pierre Bat nous offre ici une microhistoire de la genèse de la Françafrique.